

L'EUROPE DES REGIONS CONTRE L'EUROPE DES ETATS-NATIONS

(Avril 2014)

(Echange de mails entre Nicolas Ténèze, docteur en science politique, et Brian Chrysler, doctorant en Relations Internationales à l'UQAM, dialogue retranscrit et réorganisé ici)

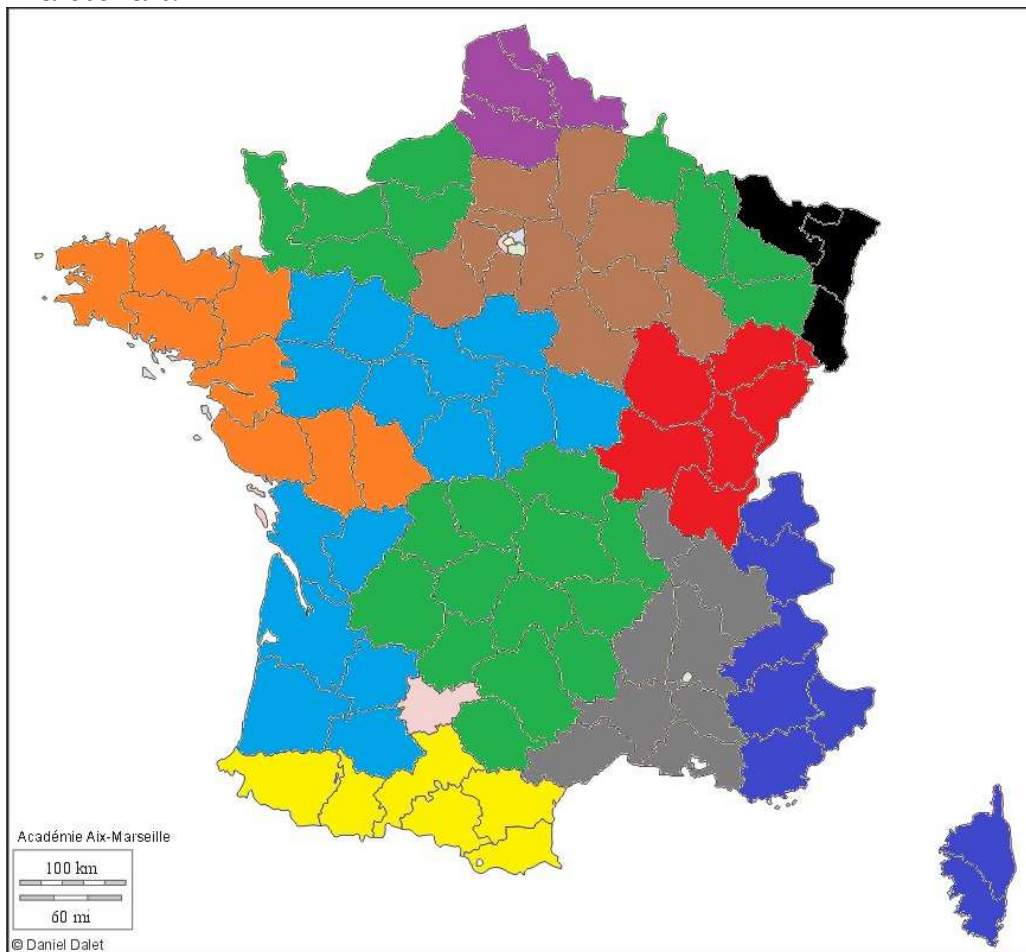
Brian Chrysler: Du Québec, je m'intéresse, faut-il être *stone*, à la réforme territoriale impulsée par FRANÇOIS HOLLANDE. Question donc de géographie, mais pas seulement. Car géographie et politique sont indissociables. DE GAULLE disait que c'était la géographie qui commandait. Pour BISMARCK : la géographie est la seule composante invariable de l'histoire. Mais la politique modifie, au moins dans ces frontières, cette géographie comme «étude de la société dans l'espace» selon BRAUDEL. Pour BAILLY, la géographie est l'étude de l'organisation de l'espace et des pratiques qui en résultent. Nous sommes dans cette thématique donc, car modifier les frontières induit une vision politique. La fusion des régions, déjà proposée par ses prédécesseurs, a-t-il cette fois des chances d'aboutir? En effet, de nombreuses voix critiquent une initiative qui apparaît chaotique et non réfléchi...

Nicolas Ténèze: Vous avez rappelé qu'effectivement, le souhait de réformer l'organisation des circonscriptions est ancien. Lorsque les provinces de l'Ancien Régime ont été supprimées au profit des départements, cela pour achever de détruire l'ancienne aristocratie notamment, l'idée était de mettre fin à un empilement de territoires historiques bénéficiant chacun de particularités juridiques, fiscales et même militaires. La création des *départements*, en 1790, avec au centre une capitale, plus tard une préfecture et une sous-préfecture à partir de Consulat, traduisaient le désir d'une égalité territoriale. L'effet négatif se révélait dans leur faiblesse face à la capitale, Paris, de laquelle venaient ordres, lois et financements. Vous parlez de projets antérieurs. En 1907, les départements devaient être agglomérés dans sept grandes régions: un grand sud-est incluant la Corse, un grand Sud-ouest, une région centrale de la Corrèze au Loiret, puis un bloc ouest comprenant la Bretagne, les pays de la Loire et le Poitou-Charentes, un grand nord unissant la Normandie, l'Ile de France, la Picardie et le Nord, et enfin l'est, partagé entre la Champagne-Lorraine et une région jurasso-alpine.

BC: La géographie régionale D'ELYSEE-RECLUS, illuminée dans les 19 volumes de la *Géographie universelles* parue les 20 premières années de la IIIe République. «La nature propose, l'homme dispose. Le géographe Bertrand ânonnait «la géographie doit transformer un produit naturel en produit socialisé.

NT: Oui... La France est grande par son Histoire et belle par sa Géographie disait Lavissee en introduction de l'ouvrage de Vidal de la Blache. Regardez les cartes. Les provinces de l'Ancien Régime ont fait naître des régions ni propre au *Naturvolker* allemand, ni *kulthurvolker* français. La Science politique a soumis encore une fois la géographie. L'époque associe le *possibilisme* et le *régionalisme* (découpage de la France en régions à la fois homogène physiquement, économiquement, mais assez peu politiquement. Tout le contraire du déterminisme germanique. De Planhol et Mirot, des géographes français, ont

parfois inventé des identités historiques aux régions, du moins c'est le reproche qui leur a été fait.



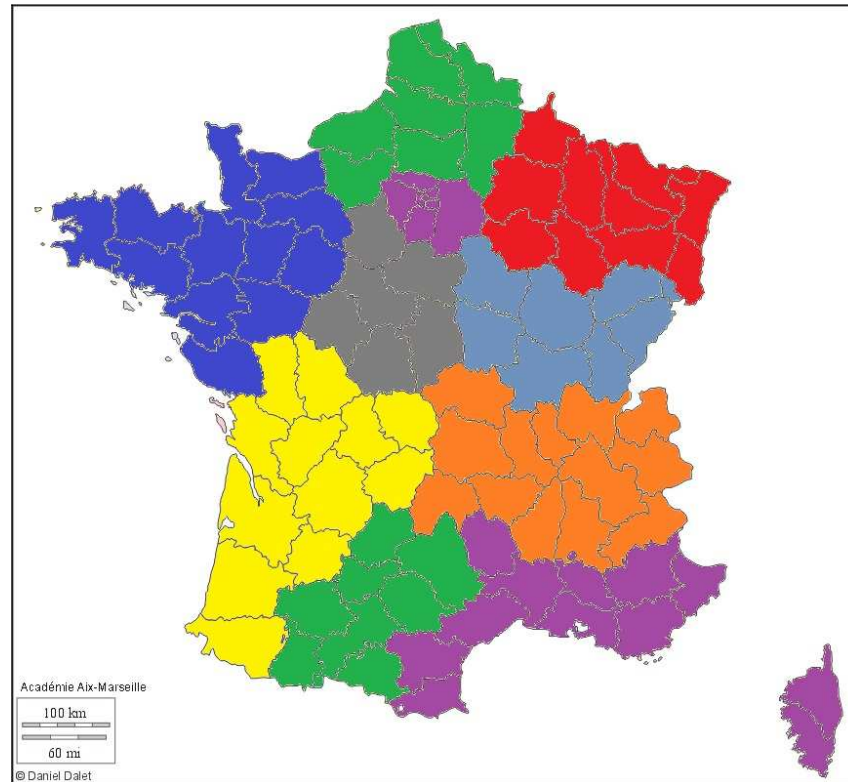
L'un des projets de redécoupage régional à la fin du XIXe siècle

BC: Cela explique que les régions françaises n'ont jamais séduits les citoyens dans leur pertinence. C'est comme nous, avec des anglophones, des allophones et des francophones, éparpillés entre des provinces tracées pour diviser et régner....

NT: Reprenons, Entre les deux-guerres, des *groupements économiques régionaux* sont apparus lorsque la France récupère l'Alsace-Moselle. Après cet échec, le *GPRF* propose les *commissariats de la République*, avec 19 blocs régionaux en 1945. Un an plus tard, il s'agit cette fois de détruire les départements au profit de plus de 50 petites régions! On a dit qu'il fallait pallier le manque de fonctionnaires. En réalité, DE GAULLE avait le choix entre reprendre les cadres de la fonction publique sous Vichy, ou les épurer. Enfin en 1955, la France des 22 régions apparaît avec le *décret Pflimlin*, afin de créer des contrepois à une région parisienne macrocéphalique. De Gaulle, qui souhaitait l'aménagement du territoire afin d'accroître les performances économiques du pays, impulse les *commissions de développement économique régional (CODER)*. En 1972 (*conseil régional*) et en 1982, elles acquièrent plus de pouvoirs avec la *déconcentration* et la *décentralisation*¹ de la *loi Defferre*. En 1986, mais décidé en

¹ Transfert d'une partie des domaines d'action et du pouvoir de l'Etat vers des institutions politiques de niveau inférieur (région, département)

1982, sont créés des **Conseillers régionaux**, élue au Suffrage Universel Direct, comme un président de la République, avec un mandat d'une durée bâtarde de 6 ans. En 1995, les 21 **régions-programmes** sont abandonnés à cause de réticences politiques et de luttes interuniversitaires².

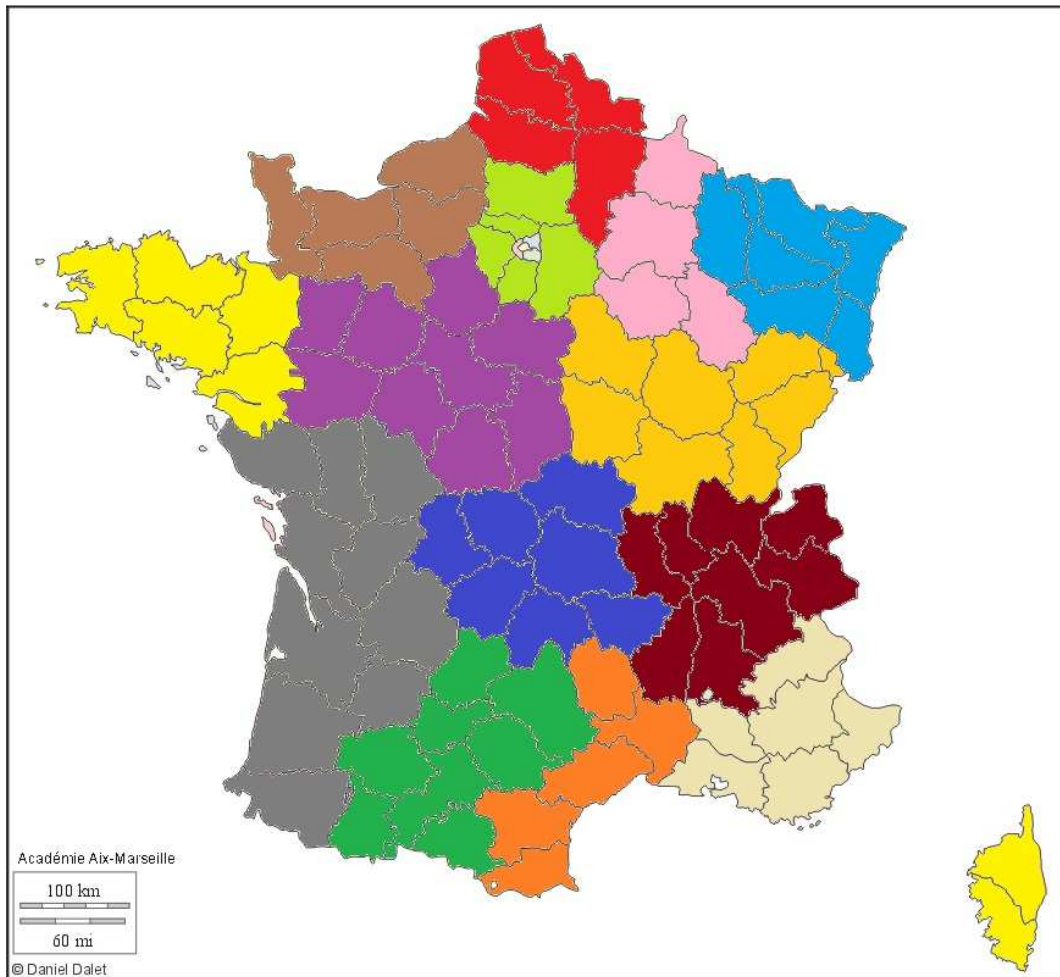


BC: Mais récemment, VALLS a voulu supprimer les **départements** à des fins de simplification, pour former 12 régions, décision qui prendrait effet le 1er janvier 2017. «Penser l'espace [y compris régional] c'est penser le pouvoir» affirmait LACOSTE. Ce mouvement est-il voulu et s'intègre t-il dans ce régionalisme?

NT: Oui, mais la gauche ne l'a pas pensé indépendamment. Hollande ne veut pas simplement imiter MITTERRAND et sa **loi Deferre** de 1982. Le PS hérite des réformes précédentes de la droite, les deux partis ayant les mêmes objectifs, mais pas les mêmes méthodes. En **2003**, l'UMP au pouvoir réforme la constitution en faisant officiellement de la France non plus une république une et indivisible, mais une **République décentralisée**. En 2009, SARKOZY confie à BALLADUR la présidence d'une commission au nom de la **Réforme Générale des Politiques Publiques** (RGPP), puis s'inspire de la **Commission Attali** qui préconise la suppression des départements, car vestiges de l'unité républicaine. Mais SARKOZY gèle le projet qui consistait à une fusion qui aurait fait disparaître le Poitou-Charentes et la Picardie. L'Elysée hésite entre renforcer le poids de la Capitale pour en faire le premier pôle européen, devant Londres, et renforcer les capitales régionales. HOLLANDE l'abandonne d'abord une fois au pouvoir car l'une des lois en politique est au contraire de multiplier les circonscriptions pour les distribuer à ses clients politiques. Donc, pour vous répondre, HOLLANDE va

² François HULBERT, *Le pouvoir aux régions. La reconstruction géopolitique du territoire français*, L'Harmattan, 2010.

surement rétrograder, sauf que le contexte européen peut changer bien des choses. AU final, les cantons et les départements seront supprimés au profit des pays, des communautés des communes, des aires urbaines, des unités urbaines, des aires urbaines. EN soit, la logique des bassins d'emplois, principe bouleversé par l'impact de la dernière crise, aboutit à un millefeuille qui se substitue à l'ancien.



Le redécoupage Balladur

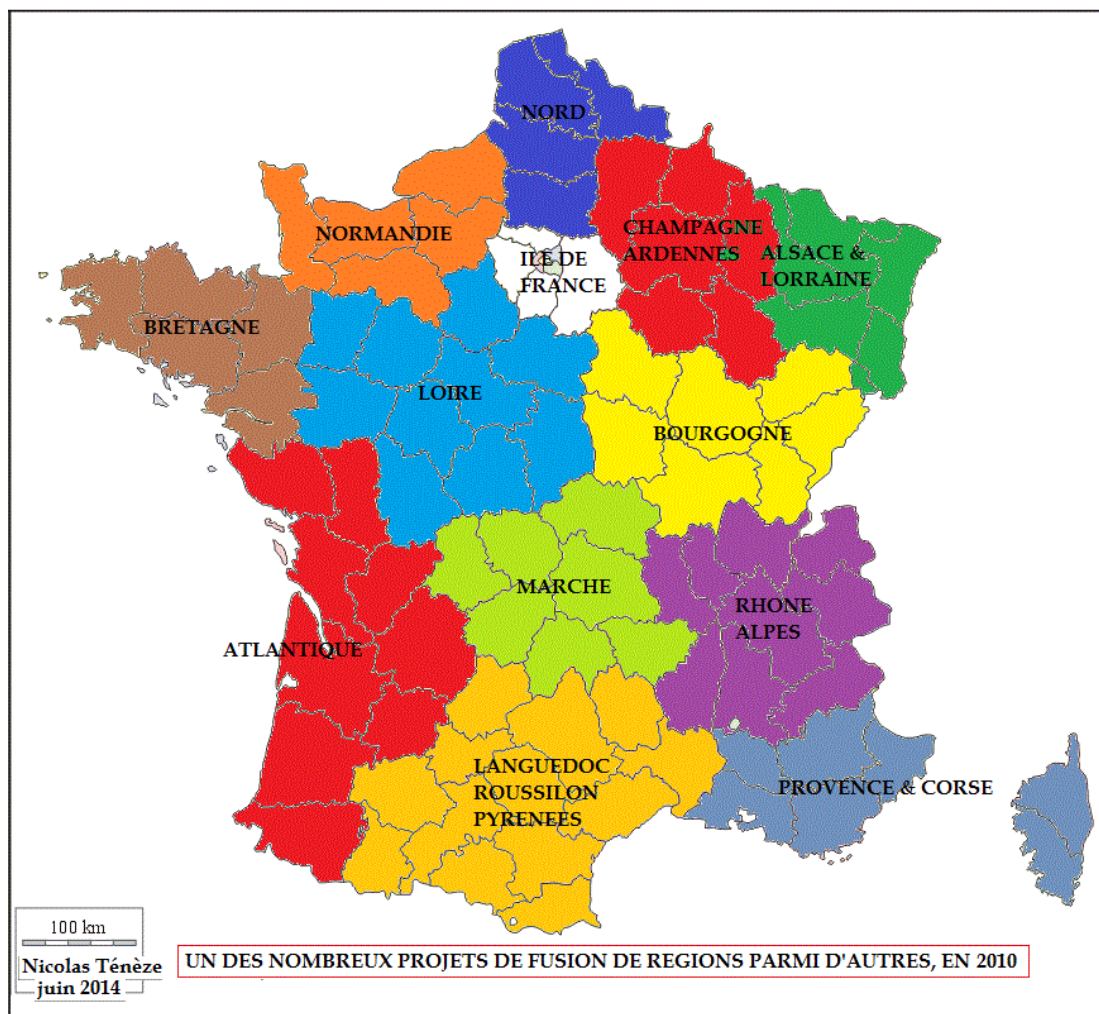
BC: Quid des réticences sur ces cartes de nos régions, avec des frontières qui évoluent au gré des politiques locales, nationales et européennes? Ce projet n'est ni *idiographique* ni *nomothétique*. Les universitaires hurlent au sacrilège, rappelant la formule de **MALTEBRUN** «la géographie est la science des faits, non de spéculation». Les élus y voient un bouleversement de l'électorat potentiel.

NT: La science politique, c'est l'inverse. Une science de spéculations plus que des faits. En voici l'exemple.

BC: Plusieurs experts évoquent *l'Europe des Régions* qui remplacerait l'Europe des États, qui elle-même s'était construit en partie sur l'Europe des Nations et des monarchies. Ainsi, de l'extrême-gauche à l'extrême droite, en passant par le macro-centre, le régionalisme est prôné. L'Alliance libre européenne (ALE), micro-parti confédéré à Europe Ecologie Les Verts défendent des régions très autonomes, avec leurs propres langues régionales. En proposant

l'abandon du 14 juillet comme fête nationale, la Marseillaise comme Hymne, la suppression de la dissuasion nucléaire, EELV veut-elle encore de la France?

NT: La région telle qu'on l'a connu a vécu. Place à ***l'Eurorégion³, un territoire*** à cheval sur deux ou trois Etats, et qui ne correspond en rien à ce que souhaitent les européens. L'Eurorégion a la prétention d'être homogène, cohérente, autour de frontières qui ne sont plus des barrières entre deux systèmes politiques, mais au contraire une interface d'atouts, d'aménités plus que de contraintes. Développement, coopération, aménagement du territoire, afin d'uniformiser la culture, les politiques locales, les transports, les plans environnementaux ne peuvent être que pertinents. Expérimentées dès 1958 afin de détruire les protectionnismes et les souverainetés, elles se transforment progressivement sous les impulsions de cette instance supranationale opaque qu'est le Conseil de l'Europe. La Convention cadre de Madrid, entrée en vigueur le 1er mars 2013 élabore les ***Groupements eurorégionaux*** de coopération, les GEC, financés par les FEDER et autre programmes Interreg et ***Groupements européens de coopération territoriale (GECT)***. Cela explique que dès cette date, comme par hasard, les monarques abdiquent, l'Ecosse, le nord de l'Italie, la Catalogne votent pour plus d'autonomie et Hollande propose sa réforme territoriale.



³ Espace transfrontalier dans lequel coopèrent les CT situées de part et d'autres des Etats frontaliers.

BC: Vous oubliez aussi les *euromarchés*, c'est-à-dire des baronnies à l'intérieur de ce que vous nommez comtés du nouvel empire carolingien. Chacune disposera de son autonomie à l'intérieur des eurorégions. Ces microrégions autonomes ressemblent à la stratégie de Staline, ménageant l'Ossétie du sud en Géorgie.

NT: On se disperse peut-être un peu là...

BC: Certes... Donc, plus d'Etats, plus de politiques extérieures, une monnaie unique arrimée au dollar. Le budget des régions françaises s'élève à 22,8 mds d'euros, contre 286 pour les Länder. Si le budget national français se divise, alors l'Etat ne pourra plus contrôler ce qui fut la France et pourra moins s'opposer à ses concurrents.

NT: Détruire la concurrence. Oui, c'est cela. A l'échelle de l'UE, on les appelle les RUP, pour *Région ultra-périphériques*, sont les DROM français, le Groenland (qui à mon avis deviendra un protectorat américain officiel, comme Puerto-Rico), les Antilles Néerlandaises, Madère, les Açores et les îles Canaries, ainsi que les confettis britanniques comme les Malouines, les Bermudes et Antigua. Je pense qu'ils ne fusionneront pas, pour deux raisons principales. La première concerne leur statut officiel ou officieux de paradis fiscaux ou bénéficiant d'avantages fiscaux. Ensuite, la fonction publique y est importante pour acheter les notables locaux. L'UE n'a donc pas intérêt à y mettre son nez. Les autres possessions françaises glisseront faire un maximum d'autonomie puis vers l'indépendance de façade comme la Nouvelle-Calédonie.

BC: Pour faire accepter une fédération d'Eurorégions, encore faut-il la faire accepter. Bien sûr, l'UE ne passera pas par un référendum mais par le vote de parlementaires en grande partie acquis à la cause. Pour les régimes républicains, ce sera facile, mais pour les monarchies, Bruxelles prône peut-être les *abdications en série de monarches* que l'on constate.

NT: Oui. La meilleure manière de briser l'unité d'une nation, c'est d'abord de s'attaquer à la personnification de l'unité nationale, puisque les monarchies actuelles n'ont que ce rôle. Or, en 1 an, 3 monarches ont abdicé: **Juan Carlos** en Espagne le 2 juin 2014, le roi des Belges **Philippe** qui remplace **Albert II** le 21 juillet 2013, la reine des Pays-Bas **Béatrix** le 30 avril 2013 au profit de **Willhem-Alexander**. Ce continuum politique peut se poursuivre avec la reine Elisabeth. L'objectif sera à terme de favoriser la dislocation de la Belgique, de l'Espagne, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, avec l'émergence de la Catalogne, de la Galice, de l'Ecosse, de la Flandres, entre autres. Les princes actuels, tous acquis à la cause européenne, et de faible caractère, n'ont pas l'intention de défendre la souveraineté, mais de l'adapter en sauvegardant les apparences⁴. Les *Provinces autonomes* d'Espagne sont déjà dans les faits des entités qui n'en réfèrent uniquement qu'à Bruxelles.

⁴ Le Prince des Asturies Felipe de Bourbon, aura été au Lycée à Toronto, et après un retour en Espagne, part pour l'université Georgetown, à Washington, pour un master en Relations Internationales. *L'Express*, 4 juin 2014, «Felipe, l'atout royal». Jean-Michem DEMETZ.

BC: Pour les Républiques, comment peut-on procéder, car les présidents de la République ou les Premier ministres et autres chanceliers sont soumis au verdict des urnes?

NT: Les républiques deviendront fédérales. L'Allemagne l'est déjà. Ce pays est montré en modèle avec ce genre de discours qui consiste à dire que les *Länder*⁵, surtout depuis la *réforme constitutionnelle de 2006*, dispose de davantage de pouvoirs, sont l'incarnation de la démocratie de proximité. Un *Land* possède sa Constitution, ses institutions, son parlement, son gouvernement, sa justice autonome. Depuis 2006, elle rémunère ses fonctionnaires comme elle l'entend et fait voter des lois pour l'éducation et l'environnement. Elles sont représentées au *Bundesrat*. Cela s'explique. L'unité allemande date de 1871. Les 16 Lander et les 2 villes-Etats possèdent une forte identité historique car elles sont les héritières de 22 monarchies et 3 républiques sous l'autorité de l'Empereur et roi de Prusse. Nous français, avec notre mentalité jacobine, laïque et égalitaire, sommes désormais rétrogrades. Or, cette comparaison fait fit de l'héritage politique et des spécificités propres à chaque pays.

BC: Je connais l'Allemagne. 3 Länder comptent plus de 10 millions d'habitants comme la Westphalie, d'autres moins de 2 millions (Hambourg). La Bavière s'étend sur 70 000 km², alors que la petite de Brême, avec ses 400 km², ressemble à un département français. L'aquitaine-Poitou-Limousin voulu par Valls serait 3,5 fois plus étendu que la Bretagne. Mais passons, nous convergeons donc vers le *fédéralisme*⁶ avec une Europe formés, déjà actuellement, de 269 entités administratives de bases de l'UE, selon la *nomenclature des unités territoriales statistiques* (NUTS). Les régions s'affichent déjà avec leurs drapeaux, entre celui de la France et celui de l'UE. Elles deviendront à terme, comme vous l'avez cartographié, des Mega-régions. Mais je repose ma question sous une autre forme. Discréditer une monarchie, c'est facile, mais une république?

NT: C'est simple. La crise économique-financiero-monnaire de 2008 a accru l'endettement des Etats. Ces derniers, pour honorer leurs créances, bradent des entreprises, des services publics, mais également leurs pouvoirs régaliens. Bruxelles en récupèrent une partie. Ainsi, en 2006, les Länder échangent leur pouvoir législatif contre une autonomie linguistique et éducative. Ils délèguent aussi de plus en plus aux régions, au nom de l'autonomie. Hollande affirme que la réforme territoriale vise à économiser 10 milliards d'euros. Mais comment parvient-il à ce chiffre? Même en vendant des bâtiments publics et en supprimant de postes de fonctionnaires, cela permettra juste de couvrir les frais de construction de nouveaux hôtels de Région dans une nouvelle capitale régionale. De plus, les postes doublons seront en partie conservées car les super-régions auront à gérer autant d'habitants. Donc, le prétexte financier est fallacieux.

BC: Les Etats ont toujours lutté contre les langues régionales, au nom du principe détourné du *Cujus regio ejus religio*. La langue du prince ou de la

⁵ Etats composant la République Fédérale d'Allemagne, disposant d'une grande autonomie de gestion, et possédant ses lois et ses institutions.

⁶ Système d'organisation territoriale dans lequel la souveraineté est répartie entre un pouvoir central (Etat fédéral) et des entités locales (les Etats ou régions fédérés).

capitale doit s'appliquer partout pour rationaliser et améliorer l'administration, et faire en sorte que tout le monde comprennent la culture et la propagande de l'État, pense avec les mêmes mots. Or, l'UE impose aux Etats de respecter les cultures régionales.

NT: Dans cette Europe, la *lingua franca* est l'Anglais, la langue de proximité est la langue régionale. La recréation des identités régionales affaiblit encore plus l'Etat. A Toulouse, l'occitan fait son retour dans le métro, sur les panneaux de signalisation, dans les établissements scolaires. Déjà, en 1982, ce retour avait inquiété avec l'apparition des radios libres régionales, des chaînes de Télé locales. EN France, le Basque, le Breton, l'Alsacien, le Corse, le Ch'ti, autrefois ringardisés, sont remis à l'honneur. Mais au sommet, c'est l'anglais qui triomphe. Il aurait été plus simple de revenir aux découpages des anciens régimes, mais l'UE ne le veut pas pour éviter des pouvoirs culturels homogène et puissant. Ainsi, les langues d'Etat sont conservées, d'abord à des fins évidemment pratiques, mais aussi pour préserver un contre-pouvoir.

BC: «La région est un espace vécu» disait le géographe **Armand Frémont**⁷. **Vidal de la Blache, Roger Brunet, ou Emmanuel de Martonne** ont pensé la région. A présent, le politiquement correct les a englobé sous le vocable de *territoire de Proximité*, de *territoires de vie*⁸, et depuis 1982 des *Collectivités Territoriales*⁹. SI je reprends la définition du *Territoire (s) de proximité*: *il s'agit d'un espace que l'individu construit par sa vie quotidienne autour du lieu où il réside, vécu, partagé, éclaté. Contigu au lieu de résidence et dont l'accessibilité ne coûte rien en effort, temps et argent. Constitués de lieux pratiqués, dissociés spatialement et mis en réseau*. Est-ce le triomphe de la *société civile* sur l'Etat?

NT: Je suis d'accord. La *Société Civile européenne* est le principal vecteur du consensus de **Bruxelles**, proche du **Consensus de Washington**. Pour poursuivre ce name dropping, je cite ce mantra que j'avais ingéré pour le CAPES de géographie: La géographie est applicable (BEAUJEU-GARNIER), appliquée (PHILIPONNEAU) et impliquée (FREMONT).

BC: L'Île de France et Rhône-Alpes sont les régions les plus peuplées à la différence de Mayotte et de la Guyane, laquelle, avec Midi-Pyrénées sont les plus étendues. Mais Mayotte et la Martinique sont des confettis. L'Île de France est 50 fois plus peuplée que la Corse, laquelle obtient le privilège de posséder son conseil exécutif et son Assemblée. Quatre régions françaises réalisent plus de 50% du PIB national (Île-de-France, Rhône-Alpes, PACA et Nord-Pas-de-Calais). Pourquoi de tels disparités? Le redécoupage vise t-il à les réduire?

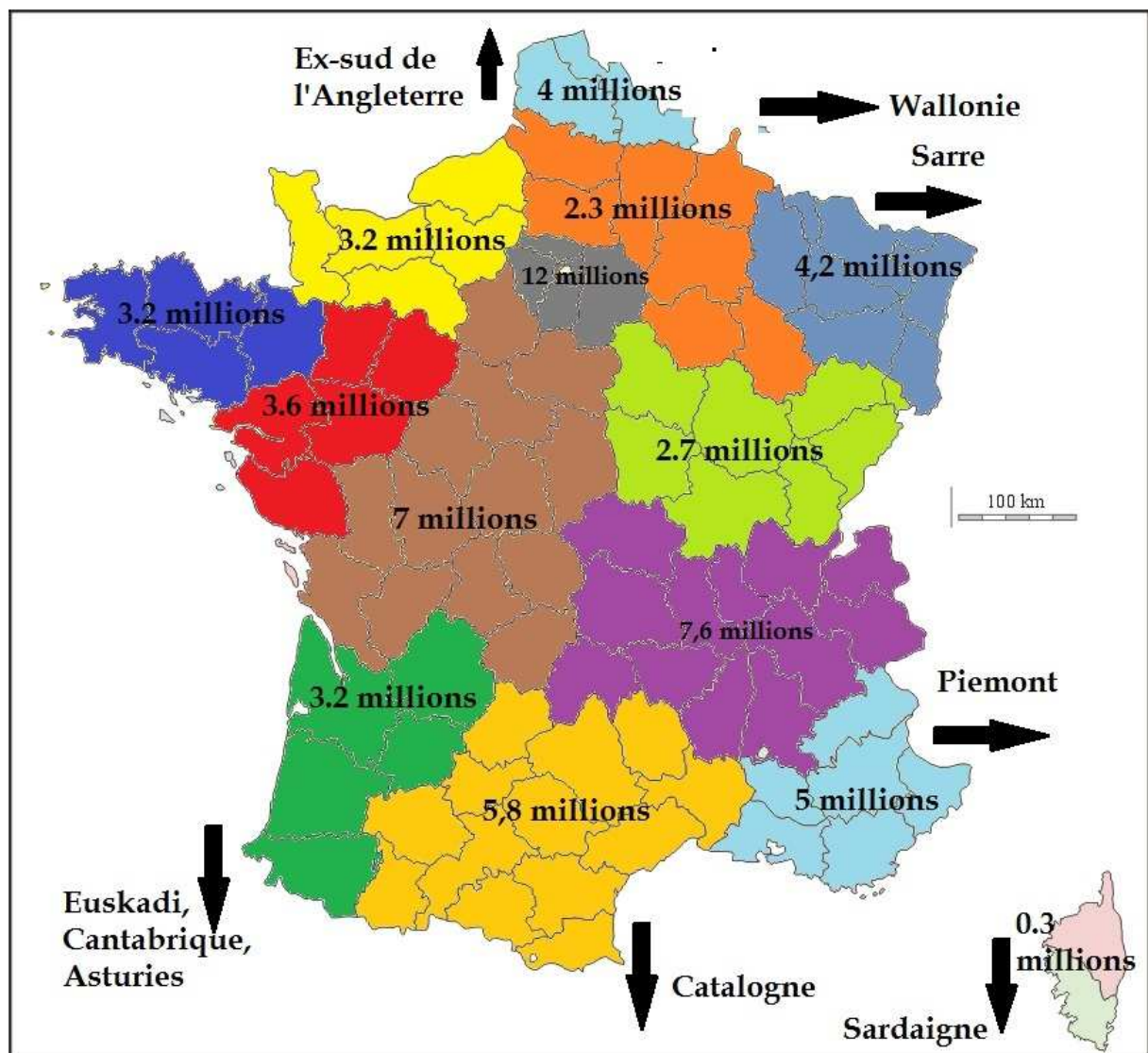
NT: A les exacerber plutôt... Voyez- plutôt sur la carte récapitulant les fusions voulues par Hollande. La Corse, avec ses 300000 habitants juxta PACA, avec ses 5 millions d'habitants. Le Centre-Limousin-Poitou-Charentes pèse 7 millions de résidents contre 2.7 millions pour la Franche-Comté-Bourgogne. Avec les migrations internes, cette proportion peut évoluer. Du point de vue du PIB,

⁷ Armand FREMONT, La région, espace vécu, Flammarion, 2009.

⁸ Territoire présent dans l'organisation de la vie quotidienne des Français, un objet d'attachement qui possède une dimension identitaire ?

⁹ Division administrative de l'Etat ayant des institutions élues et une autonomie juridique et financière leur donnant un pouvoir d'aménagement

une Auvergne arrimée à Rhône-Alpes est pertinent. EN revanche, Picardie et Champagne-Ardenne, écrasée entre l'la région parisienne et l'Alsace-Lorraine, sera la région du continent la moins peuplée et parmi les plus pauvres...

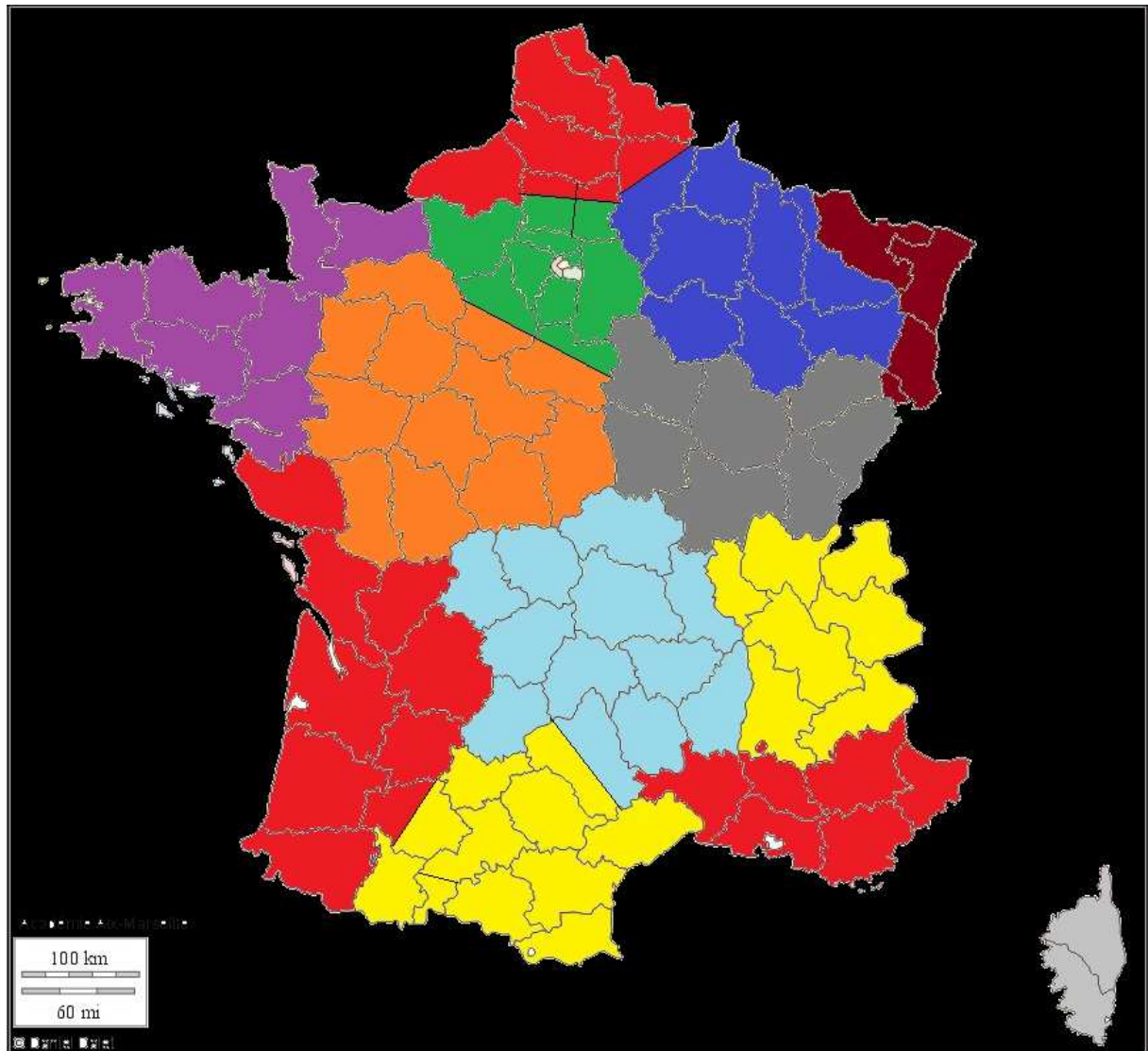


BC: Oui, et à l'échelle européenne, seules Rhône-Alpes, le Bade-Wurtemberg, la Lombardie, la Catalogne et le Grand Londres sont les moteurs de l'Europe. Avec l'Alsace, la Belgique, les Pays-Bas, elles concentrent richesses et pouvoirs de décision. A l'inverse, l'Extremadure en Espagne, les régions reculées des pays Baltes, le Mezzogiorno italien, la Slovaquie, ou pire encore les régions de la Bulgarie et de la Roumanie, déjà sous-tutelle européenne, seront phagocytées. La Catalogne qui ne portera plus assistance par péréquation, à l'Estrémadure, les Pouilles lâchée par la Lombardie, et la Saxe par Hambourg ... on est vraiment dans la diversité, mais sans l'union, pour reprendre la devise européenne...

NT: Oui, pensez que le *Upper London* est 11 fois plus riche que la région la plus orientale de la Roumanie. Et l'île de France est 400 fois plus peuplée que la région la plus vide de Finlande....

BC: Leurs rôles vont être modifiés. Les aides économiques aux entreprises, les *Plans schéma régional d'aménagement et de développement du territoire*, le financement des Grands équipements, la rétribution des personnels des lycées, leurs constructions et entretiens, les schémas et contrats d'Aménagement et de dvlpt, tourisme, transport, le Schéma régional de dvlpt éco ; les Contrats Etat-Région. Est-ce la fin des *Transferts de compétences*?

NT: Il me semble que l'UE verse les fonds à travers le FEDER. EN matière de transport, la libéralisation du secteur a déjà eu lieu avec Réseau Ferré de France qui loue son patrimoine à la SNCF.



Représentation personnel de futures régions

BC: Jusqu'ici, le *préfet de région* (créés en 1964), chapotant les préfets de département, personnifiaient les *transferts de compétences* de la part de l'État en ventilant les moyens financiers octroyés par l'État en vertu du principe de libre administration. Donc, elles disposaient de leur propre autonomie financière et donc de leur propre budget, versé par l'Etat. Si l'Etat disparaît, ou deviendrait une super préfecture sous le contrôle de Bruxelles, d'où viendra l'argent?

NT: De nouveaux impôts que l'État ne collectera plus. Cela posera problèmes, car les régions pauvres ne pourront financer les transports, l'éducation, la formation, la culture. Les «déserts» démographiques s'aggraveront. La suppression de services publics consécutive à l'exode rural mais qui en fait recrée un exode qui s'était tarit s'inscrit dans ce processus.
NT: Vous avez sans doute raison

BC: Laissons l'Europe de côté pour penser occident. Les Etats-Unis vassaliseront-ils encore plus l'UE, avec cet obscur *traité transatlantique*?

NT: J'ai coutume de comparer l'Occident, terme passe-partout, à l'antiquité tardive. L'UE deviendrait, dans l'OTAN et l'OSCE, un empire romain divisé en deux parties. L'empire romain d'orient en Europe et l'empire romain d'occident regroupant les Etats-Unis et le Canada. Qui dirigera cet empire bicéphale ... ? Deux empereurs, une tétrarchie à la Dioclétien? Ce ne serait pas tendance. Je n'en sais rien. Le traité transatlantique ne fera qu'entériner ce qui existe déjà, et aurait plutôt vocation à unir des marchés. Je ne possède pas d'éléments pour conclure à une éventuelle confédération de régions-Etats autour de l'Atlantique nord.

UNE FEDERATION DES REGIONS D'EUROPE EN 2025?

